

ensembles de tendances concernant les dépenses : une série nationale et une série pour certaines villes. Les régimes de dépense des familles à l'échelle nationale sont présentés dans le tableau 5.31, et ceux qui portent sur certaines villes, dans le tableau 5.32. On peut tirer trois grandes conclusions de ces deux tableaux : d'abord, durant la période de 17 ans, l'évolution des régimes de dépense moyens est très prononcée; ensuite, la variation des régimes de dépense pour une année donnée, dans l'ensemble des tranches de revenu, est encore plus marquée; et enfin, pour un revenu donné, les régimes de dépense établis d'après ceux des familles et des personnes seules demeurant dans certaines grandes villes ne diffèrent pas tellement de ceux observés à l'échelle nationale.

Certaines réserves doivent cependant accompagner ces conclusions. Si l'on considère la série nationale menée au cours de la période de 17 ans, la part des dépenses totales consacrée à l'alimentation est passée de 18,9 % à 14,2 %; celle affectée à l'habillement, de 8,8 % à 6,3 %; et celle destinée aux soins de santé, de 3,4 % à 1,8 %. Par contre, la part consacrée aux activités récréatives a augmenté de 4,1 % à 5,0 %, celle réservée aux dépenses diverses, de 1,6 % à 2,6 %; et celle destinée aux impôts personnels, de 12,6 % à 18,5 %. Une évolution analogue ressort de la série portant sur certaines villes.

La variation des régimes de dépense sur l'ensemble des années a cependant été faible par rapport à la variation entre les tranches de revenu pour une année particulière. Les tableaux 5.31 et 5.32 font voir cette variation selon les grandes catégories de revenu pour 1986. Les deux indiquent que la part consacrée à l'alimentation et au logement est réduite de moitié lorsque l'on passe de la tranche de revenu la plus faible à la tranche de revenu la plus élevée. Ainsi, elle diminue en ce qui a trait à l'alimentation, passant de 23 % à un peu plus de 11 %, de même que dans le cas du logement, passant cette fois de 32 % à environ 12 %. Par ailleurs, la part réservée aux impôts personnels passait, elle, de moins de 1 % à environ 27 % des dépenses totales.

Les différences dans les régimes de dépense pour une même tranche de revenu entre la série portant sur certaines villes et la série nationale sont cependant très faibles, sauf pour le logement et le transport. Dans le cas du logement, la part des dépenses totales chez les personnes habitant dans les villes choisies est supérieure à celle observée à l'échelle nationale, plus particulièrement dans les tranches de revenu inférieures, tandis que pour le transport, la part est inférieure à celle observée dans les villes choisies, et là encore, particulièrement dans les tranches de revenu inférieures.

D'autres facteurs interviennent dans toutes ces comparaisons. Par exemple, la taille moyenne des familles diminue durant presque toute la période; elle est plus importante dans chaque tranche de revenu successive, et à l'intérieur d'une même tranche, elle est moins importante dans les villes choisies qu'à l'échelle nationale. L'âge moyen du chef de famille ne varie pas beaucoup avec le temps, mais il varie nettement dans les différentes tranches de revenu. Le taux de possession d'une maison et d'une automobile varie aussi énormément entre les différentes tranches de revenu; à l'intérieur d'une même tranche, il est moins élevé dans les villes choisies qu'à l'échelle nationale, particulièrement dans les tranches de revenu inférieures.

Les régimes de dépense reflètent également des augmentations des revenus réels et des différences dans les variations de prix entre les catégories de dépense. Au cours de la période de 17 ans, les revenus moyens établis par l'Enquête sur les finances des consommateurs ont augmenté de 438 %, tandis que les prix moyens que mesure l'indice des prix à la consommation global se sont accrus de 333 %. Les revenus réels ont donc augmenté d'environ 31 %, mais surtout durant la période allant jusqu'à 1976. Les différences dans les variations de prix entre les catégories sont également assez prononcées. Les prix moyens des aliments, par exemple, étaient 381 % plus élevés en 1986 qu'en 1969, tandis que les prix moyens des vêtements et des services vestimentaires n'avaient augmenté que de 235 %. Ce dernier élément explique, du moins en partie, la chute apparente de la part des dépenses consacrée à l'habillement.

Les tableaux 5.31 et 5.32 font voir les régimes de dépense sous une forme récapitulative, alors que bon nombre des changements plus intéressants figurent dans une série plus désagrégée. Par exemple, dans la catégorie de l'alimentation, les achats dans les restaurants représentent une part croissante des dépenses totales pendant la période observée, et, contrairement aux aliments achetés dans les magasins, leur part dans les différentes tranches de revenu tend à être en général très constante ou même légèrement à la hausse. Par ailleurs, la part consacrée aux catégories de l'énergie (combustible, électricité et essence), lesquelles ont connu des augmentations de prix parmi les plus élevées et ont également été influencées par les mesures de conversion et de conservation, n'a pas beaucoup changé. Enfin, parmi les autres variations, on peut mentionner les dépenses élevées pour le soin des enfants.

On trouvera des informations plus détaillées dans les publications intitulées *Dépenses des familles au Canada* et dans des tableaux inédits.